

Au sommaire

ACTUALITE DE LA FPC (Droit et pratiques)

- Les Fongecif se regroupent en réseau
- Recommandations du Cnefop pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des Pactes régionaux d'investissement dans les compétences
- La mort annoncée du CIF et sa transmutation en «droit de la transition professionnelle» ?
- Quelles pratiques de formation et de tutorat pour les salariés en contrat aidé ?
- L'avant-projet de loi pour «la liberté de choisir son avenir professionnel» examiné au Cnefop
- Regards sur les réformes de la formation professionnelle et de l'apprentissage

CENTRES ET TERRITOIRES

- Accompagnement des jeunes : Pôle emploi et l'Epide signe une convention
- Avis du Cese sur l'emploi des seniors
- Sixième rapport de l'Observatoire des territoires
- Les principales attentes des entreprises : diplômes, compétences techniques ou comportementales ?

PROGRAMMES SPECIFIQUES

- Première ébauche du volet « emploi des personnes handicapées » du projet de loi sur l'avenir professionnel
- Avis du Cese sur l'orientation des jeunes

DIPLOMES, QUALIFICATIONS, VAE

- Les conditions d'emploi des jeunes diplômés s'améliorent
- Baccalauréat 2021 : nouvelle organisation des enseignements et nouvel examen
- Réforme de la formation professionnelle :
 - > Certification des accompagnateurs de la VAE
 - > Fin de l'opposabilité pour la VAE
- Campus des métiers et des qualifications : développer la VAE

DISPOSITIFS DE FORMATION, PEDAGOGIE

- Pôle emploi lance une application dédiée à l'alternance
- #DémarreTaStory promeut l'apprentissage
- Appel à projets «soutien aux démarches prospectives compétences»
- Rencontres sénatoriales de l'apprentissage

FILIERES PROFESSIONNELLES

- Intelligence artificielle et travail
- Appel à projets pour l'obtention du label Grande Ecole du Numérique
- Plan d'action triennal pour le développement du numérique éducatif dans l'enseignement technique agricole
- Orientations stratégiques de l'Ademe pour l'emploi dans la transition écologique et énergétique
- 10 000 formations au numérique

COOPERATION INTERNATIONALE

- Augmentation des demandes de mobilités européennes dans la formation professionnelle
- Consultation citoyenne sur l'Europe

Actualités de la FPC

- Regards sur les réformes de la formation professionnelle et de l'apprentissage

Centres, Territoires et Qualité

- Les principales attentes des entreprises : diplômes, compétences techniques ou comportementales ?

Diplômes, qualif, VAE

- Baccalauréat 2021: nouvelle organisation des enseignements et nouvel examen

Dispositifs de formation, pédagogie

- Pôle emploi lance une application dédiée à l'alternance

Filières professionnelles

- Plan d'action triennal pour le développement du numérique éducatif dans l'enseignement technique agricole

Coopération internationale

- Augmentation des demandes de mobilités européennes dans la formation professionnelle

Les Fongecif se regroupent en réseau

Une réorganisation et une stratégie nationale du Fongecif vient d'être définie par les présidents et directeurs généraux de la structure, afin de devenir des acteurs clés de la réforme. Ils se sont constitués en réseau dont la stratégie commune est de mettre en synergie leurs compétences. Ainsi ils aspirent à être en mesure de répondre collectivement à des appels d'offres régionaux "dans le cadre de la réforme du CEP*" et de pouvoir accompagner le déploiement du prochain "CPF de transition professionnelle".

* Conseil en évolution professionnelle

Recommandations du Cnefop pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des Pactes régionaux d'investissement dans les compétences

A la demande du haut-commissaire à la Transformation des compétences, le suivi et l'évaluation des Pactes régionaux d'Investissement dans les compétences viennent de faire l'objet d'un document de recommandations méthodologiques, réalisé par le Cnefop. Rédigé à l'intention de leurs structures régionales (Crefop), ce document préconise :

-> pour l'élaboration du pacte :

- d'inscrire le pacte en articulation et complémentarité avec le Cprdfop* et le Srdeii**,
- d'approfondir l'état des lieux partagé, le compléter pour identifier les objectifs qualitatifs de progrès,
- de définir les objectifs du Pacte régional entre renforcement qualitatif des projets existants et appui à l'émergence de nouveaux projets à expérimenter.

-> pour le pilotage et l'évaluation du pacte :

- d'adosser la gouvernance du pacte à la gouvernance du Cprdfop* et la doter d'un pilotage agile,
- d'installer une ou des équipes projets,
- de mobiliser ou créer des espaces d'animation et de coordination utiles à la mise en œuvre du Pacte,
- d'assurer l'agilité du pilotage par un suivi des programmes et expérimentations, l'évaluation en chemin et l'observation des besoins émergents pour ajuster en continu les projets.

* Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles

** Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation

Consultation de la page consacrée au document de recommandation

La mort annoncée du CIF et sa transmutation en "droit de la transition professionnelle" ?

Dans l'avant-projet de loi "pour la liberté de choisir son avenir professionnel" est prévu la disparition du Congé individuel de formation (CIF). Dans cette chronique Jean-Marie Luttringer fait le bilan des points positifs du CIF en expliquant son utilité et sa faculté d'adaptation. Il exprime son souhait de voir les modalités juridiques du "nouveau droit de la transition professionnelle" réalisée à partir de la "transmutation du CIF" apporter les mêmes garanties que les précédentes.

Consultation de la chronique

Quelles pratiques de formation et de tutorat pour les salariés en contrat aidé ?

Dares analyses (coll.) n° 16, Dares, avril 2018

La Dares vient de publier une étude dans laquelle elle fait l'analyse de l'accès à la formation pour les bénéficiaires de contrat aidé. On y apprend que 45 % des bénéficiaires d'un contrat aidé ont pu suivre au moins une formation dans les 6 mois après leur recrutement en emploi d'avenir ou contrat unique d'insertion. Les seniors sont des publics en minorité dans l'accès à la formation par rapport aux jeunes. En effet il apparaît que les dispositifs d'accès à la formation mis en place pour les jeunes sont plus contraignants mais ces différences ne justifient "qu'en partie le moindre accès des seniors à la formation".

La première situation plus fréquente identifiée concerne des salariés en CUI-CIE* ayant accès à un tutorat renforcé sans formation. Alors que les autres situations mettent en avant un accompagnement et une formation plus importants. Ainsi "87 % des emplois d'avenir ont à la fois des formations et un tutorat intensif (30 % des CUI-CAE** ; 44 % des CUI-CIE), alors que 47 % des CUI-CAE ont une formation et un tutorat non compensé pour cette activité".

* Contrat unique d'insertion - contrat initiative emploi

** Contrat d'accompagnement dans l'emploi

Consultation de la page de présentation de l'étude

L'avant-projet de loi pour "la liberté de choisir son avenir professionnel" examiné au Cnefop

Les blocs d'articles de l'avant-projet de loi pour "la liberté de choisir son avenir professionnel" ont été examinés par le Cnefop* et n'ont pas fait l'unanimité auprès de la majorité de ses membres. Leurs avis divergent en fonction des thématiques, notamment pour les textes du titre I consacrés aux réformes de la formation professionnelle et plus précisément le développement de la formation des actifs et la réforme de l'orientation. En ce qui concerne l'alternance et la gouvernance du système de formation, la majorité des membres n'y sont pas favorables.

Sur les textes du titre II (assurance chômage), les avis étaient plus partagés. En effet, si la perspective de permettre aux démissionnaires d'avoir des droits à l'assurance chômage et l'accompagnement des salariés en attente d'un emploi ont été bien accueillis, les points relatifs au financement et à la gouvernance du régime d'assurance chômage ont quant à eux, reçus un avis défavorable.

*Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles

Regards sur les réformes de la formation professionnelle et de l'apprentissage

Regards sur les réformes de la formation professionnelle et de l'apprentissage, Les dossiers documentaires du Centre Inffo (coll.), Centre Inffo, avril 2018 Dans ce dossier documentaire, le Centre Inffo propose des éléments d'explicitation relatifs aux axes des réformes de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Il est composé d'une sélection de ressources telles que :

- les feuilles de route remises aux partenaires sociaux,
- les accords nationaux interprofessionnels,
- les annonces du gouvernement,
- une sélection d'articles.

Consultation de la [page de présentation du dossier documentaire](#)

Centres, territoires & qualité (Insertion, développement durable)

Accompagnement des jeunes : Pôle emploi et l'Epide signe une convention

Une convention de partenariat national vient d'être visée entre Pôle emploi et l'Epide* afin de mettre en oeuvre un parcours d'accompagnement pour les jeunes sans emploi et ainsi favoriser leur insertion sociale et professionnelle.

*Etablissement pour l'insertion dans l'emploi

Consultation de l'article consacré à la convention

Les principales attentes des entreprises : diplômes, compétences techniques ou comportementales ?

Eclairages et Synthèses 42, Statistiques, études et évaluations coll., Diplômes, compétences techniques ou comportementales : quelles sont les principales attentes des entreprises ?, Pôle emploi, mars 2018

Pôle emploi vient de publier une étude selon laquelle on apprend que les chefs d'entreprise jugent primordiales les compétences comportementales par rapport aux compétences techniques.

En effet, ils estiment que la faculté à "travailler en équipe", l'autonomie et l'aptitude à respecter les règles et consignes sont les compétences indispensables que doit avoir un salarié. "60 % des établissements estiment que la capacité d'autonomie et le sens d'initiative des salariés devraient se développer" sur les deux prochaines années. 10 % des structures envisagent d'embaucher sur des nouveaux métiers dans la perspective de voir leurs effectifs évoluer en compétences.

Consultation de la [page de présentation de l'étude](#)

Sixième rapport de l'Observatoire des territoires

Regards sur les territoires, rapport 2017, Observatoire des territoires, février 2018

La 6e édition du rapport de l'Observatoire des territoires sur les dynamiques territoriales vient d'être publiée. Il comprend six fiches thématiques abordant :

- les évolutions démographiques,
- le vieillissement de la population,
- les inégalités de revenus,
- les tensions sur le parc de logements,
- l'accès à l'éducation et à l'enseignement supérieur,
- l'emploi transfrontalier.

On y découvre des situations locales différenciées au sein même des grandes catégories de territoires (métropoles, espaces ruraux...). Il apporte un éclairage sur les enjeux actuels de la cohésion territoriale.

Consultation de l'article consacré au rapport

Avis du Cese sur l'emploi des seniors

L'emploi des seniors, Les avis du Cese (coll.) n° 2018-14, Cese, avril 2018

Le 25 avril dernier l'avis du Cese relatif à la mission d'expérimentation d'un mécénat de compétences par la future agence France compétences, a été adoptée. Ce texte propose dix-sept recommandations pour faciliter l'emploi des seniors et sont déclinées autour de trois axes :

- lutter contre les stéréotypes et la discrimination, garantir le maintien dans l'emploi,
- accompagner les transitions professionnelles.

*Conseil économique, social et environnemental

Consultation de la [page consacrée à l'avis du Cese](#)

Avis du Cese sur l'orientation des jeunes

L'orientation des jeunes, Les avis du Cese (coll.)
n° 2018-12, Cese, avril 2018

Un avis sur l'orientation des jeunes vient d'être adopté par le Cese*. Ces préconisations "en faveur de la réussite des jeunes" vont dans la continuité des précédents avis rendus par l'institution. Leur objectif est de promouvoir une orientation active en faveur de la mobilité tout en élaborant progressivement des parcours afin de faciliter la relation entre formation initiale et formation continue.

De plus, le Cese propose d'inclure dans la formation préparant aux métiers de l'éducation et de la formation, un référentiel de niveau 1 du CEP** et de déployer l'alternance sous toutes ses formes.

*Conseil économique, social et environnemental

**Conseil en évolution professionnelle

Consultation de la [page consacrée au rapport](#)

Première ébauche du volet « emploi des personnes handicapées » du projet de loi sur l'avenir professionnel

Une ébauche du volet "emploi des personnes handicapées" du projet de loi "pour la liberté de choisir son avenir professionnel" a été présenté aux employeurs et syndicats de la Fonction publique par le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique. Ce texte propose une déduction du montant de la contribution due à l'Agefiph ou au Fiphfp pour l'employeur passant des contrats de fourniture, de sous-traitance ou de prestations de services sans cependant le dispenser de s'acquitter partiellement de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés.

qualifications, VAE

Réforme de la formation professionnelle :

Certification des accompagnateurs de la VAE

L'avant-projet de loi "Pour la liberté de choisir son avenir professionnel" aborde le sujet de la VAE* en terme de "certification des organismes de formation, prestataires de bilans de compétences ou d'accompagnement à la VAE". Par conséquent, dès le 1er janvier 2021, ces structures auront l'obligation d'être certifiées par un certificateur professionnel indépendant dès lors qu'elles demanderont l'accès à un financement public ou mutualisé.

* Validation des acquis de l'expérience

Fin de l'opposabilité pour la VAE

Suite à la réforme de la formation professionnelle et plus précisément dans l'avant-projet de loi «Pour la liberté de choisir son avenir professionnel», le certificat CléA et la VAE seront opposables à partir du 1er janvier 2019 même dans le cadre d'un CPF*. En d'autres termes, un salarié aura l'obligation de demander une autorisation d'absence à son employeur lors de ses temps de formations même si celles sont associées tout ou partie à un CPF et durant le temps de travail.

* Compte personnel de formation

Baccalauréat 2021 : nouvelle organisation des enseignements et nouvel examen

La réforme du baccalauréat vient d'être présentée en Conseil des ministres par le ministre de l'Education nationale.

Les principaux objectifs de cette réforme sont :

- Préparer plus efficacement les bacheliers aux études supérieures ;
- Simplifier l'organisation actuelle de l'examen dont les épreuves finales sont nombreuses ;
- Privilégier le contrôle continu sur les années de première et de terminale afin de récompenser le travail des candidats.

Le nouvel examen du baccalauréat est prévu dès la session 2021

Le baccalauréat général de la série S, spécialité "écologie, agronomie et territoires" (EAT), et le baccalauréat technologique série "sciences et technologies de l'agronomie et du vivant" (STAV) sont les deux diplômes de l'EA dont l'organisation des enseignements va être modifiée dans le cadre de cette réforme.

Consultation :

- [du dossier de presse sur la réforme \(EN\)](#)
- [de la page «Baccalauréat 2021 : un tremplin pour la réussite \(EN\)](#)
- [de la page de présentation de la réforme dans l'enseignement agricole](#)

Campus des métiers et des qualifications : développer la VAE

Premier bilan des campus métiers et des qualifications, rapport 2017-040, Igas, Igaenr, Igen, juillet 2017

L'Igas*, l'Igaenr** et l'Igen*** viennent de publier un rapport dans lequel sont abordés les problèmes de synergies par filières entre les acteurs de la formation initiale et professionnelle rencontrés par les campus des métiers et des qualifications. Il propose de mettre en oeuvre des parcours de formation tout au long de la vie par le développement de la VAE et la construction des formations autour des blocs de compétences. Ainsi l'accès aux certifications pourrait se faire via des dispositifs articulant formation initiale, continue et VAE.

* Inspection générale des affaires sociales

** Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche

*** Inspection générale de l'éducation nationale

Consultation de la [page consacrée au rapport 2017-040](#)

Les conditions d'emploi des jeunes diplômés s'améliorent

Situation professionnelle des jeunes diplômé-e-s de la promotion 2016, Baromètre Apec n° 2018-10, avril 2018

Le baromètre annuel Apec* Jeunes diplômés vient de publier sa 2e édition. On y découvre que les modalités d'employabilité des jeunes diplômés en 2016 sont meilleures que celles de 2015.

En effet, le dynamisme du marché de l'emploi cadre des cadres a été bénéfique à cette promotion ainsi que leurs conditions d'emploi : le taux de contrats pérennes a augmenté au détriment aux contrats précaires et les rémunérations sont en hausse.

* Association pour l'emploi des cadres

Consultation de la [page consacrée au rapport](#)

Dispositifs de formation

Pôle emploi lance une application dédiée à l'alternance

Un nouveau service en ligne dédié à l'alternance vient d'être développé par Pôle emploi : "La Bonne Alternance". Ce site s'appuie sur l'analyse des données pour proposer aux candidats une liste de recruteurs par métiers et localisation. Ainsi, les jeunes peuvent cibler leurs candidatures spontanées et bénéficient de conseils pratiques pour les rédiger.

Découvrez le site :

<https://labonnealternance.pole-emploi.fr/>

Rencontres sénatoriales de l'apprentissage

Le Sénat et l'APCMA* ont organisé la 18e édition des Rencontres sénatoriales de l'apprentissage le 16 avril dernier. Sur le thème de l'"Apprentissage & Artisanat : porteurs d'avenir et d'emploi dans nos territoires", ces rencontres se sont déroulées autour de trois tables rondes :

- adapter les parcours d'apprentissage et l'offre de formation aux nouveaux publics, aux nouvelles pédagogies,
- mieux préparer les futurs apprentis avant leur entrée en entreprise,
- intensifier le lien apprentissage, emploi et économie.

A cette occasion les présidents du Sénat et de l'APCMA ont inauguré l'exposition "CFA au sein du Sénat", événement durant lequel furent présentés les dispositifs de formation innovants, possibles dans le cadre d'un contrat d'apprentissage, comme l'utilisation des nouvelles technologies et l'e-learning dans le cadre d'un parcours de formation à distance.

* Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat

Consultation de la [page de présentation de ces rencontres](#)

#DémarréTaStory promeut l'apprentissage

Une campagne dédiée à l'apprentissage vient d'être lancée par la ministre du travail : #DémarréTaStory. Réalisée par et pour les apprentis, la particularité inédite de cette campagne est qu'elle a été créée à partir de situations réelles du quotidien des apprentis.

Consultation :

- [de l'article consacré à la campagne](#)
- [du dossier de presse](#)

Appel à projets "soutien aux démarches prospectives compétences"

Un appel à projets à destination des branches professionnelles vient d'être lancé par le gouvernement dans le cadre du plan d'investissement des compétences 2018-2022.

Dans un contexte où les transformations profondes de notre appareil économique ne sont pas sans conséquences sur les emplois, les compétences mais également sur les organisations de travail, cet appel à projets a pour objectif "de soutenir les démarches innovantes des branches professionnelles, dans leurs actions, leurs modalités de mise en oeuvre et d'appropriation".

La date limite de dépôt des candidatures est le 20 juin 2018.

Consultation de la [page de présentation de l'appel d'offre](#)

Intelligence artificielle et travail

Intelligence artificielle et travail, rapport, France stratégie, mars 2018

Dans ce rapport France stratégie aborde le sujet de l'intelligence artificielle - "ensemble des technologies visant à réaliser par l'informatique des tâches cognitives traditionnellement effectuées par l'humain" - et le travail sous trois secteurs d'activités, les transports, la banque et la santé. Il préconise l'intégration des compétences propres à l'usage des outils "intelligence artificielle" dans les parcours de formation professionnels dont il estime qu'ils sont à adapter à cette nouvelle science au même titre que les moyens de sécurisation des parcours. De plus, il estime que ces nouvelles formations doivent être modularisées comme le sont les diplômes ou titres inscrits au RNCP doivent être fractionnés en blocs de compétences. Pour conclure, ce rapport met en avant l'importance du dispositif de la VAE face à l'émergence de ces nouvelles technologies dans le monde du travail.

Consultation de la [page de présentation du rapport](#)

Appel à projets pour l'obtention du label Grande Ecole du Numérique

Afin de labelliser de nouvelles offres de formation dans le secteur du numérique, la Grande école du numérique lance un appel à projets basé sur trois critères :

- économique : répondre aux besoins en compétences numériques et accompagner la transition numérique de l'économie,
- sociale : favoriser l'inclusion en permettant aux apprenants de se former et d'accéder gratuitement à la formation,
- territoriale : permettre une répartition territoriale équilibrée et cohérente de l'offre de formations, en concertation avec les acteurs locaux.

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 21 juin 2018.

Pour en savoir plus :

<https://www.grandecolenumérique.fr/appel-a-la-bellisation/>

10 000 formations au numérique

Le plan d'investissement dans les compétences vient d'être annoncé par la ministre du travail. Ce ne sont pas moins 10 000 formations aux métiers du numérique qui seront financées dans ce programme d'ici fin 2019.

Ce programme donne à des jeunes demandeurs d'emploi sans qualification ou peu qualifiés (dont 80 % non titulaire du bac), la possibilité de se former au numérique. Il privilégiera de mettre en oeuvre des dispositifs sur mesure alliant un bilan des compétences numériques, un renforcement des connaissances de base, des formations qualifiantes axées sur les besoins de l'économie et un accompagnement à l'emploi durable.

Consultation de la [page de présentation du plan](#)

Plan d'action triennal pour le développement du numérique éducatif dans l'enseignement technique agricole

Un portail de données pour l'innovation en agriculture et l'information-communication va être mis en place par le ministère de l'Agriculture. Son rôle, faire face aux transformations de la société et, plus précisément, les technologies numériques. Malgré une implication constante, le système éducatif agricole doit faire face aux problèmes d'usages rencontrés par les apprenants et enseignants au sein des établissements, en matière de technologies de l'information et de la communication : cela se traduit par des difficultés d'accès aux ressources numériques aussi bien en formation initiale que continue.

La première phase consiste en un plan d'action dont l'objectif est de développer le numérique éducatif au service de la réussite des apprenants, qui s'adresse à tous les acteurs de l'enseignement technique agricole, public et privé, et qui donnera lieu à un bilan annuel.

Téléchargement du [plan d'action triennal](#)

Orientations stratégiques de l'Ademe pour l'emploi dans la transition écologique et énergétique

Les principaux objectifs de la stratégie de l'Ademe en faveur de l'emploi sont "de mieux connaître les effets sur l'emploi de la transition écologique et énergétique (TEE), d'accompagner dans leurs mutations les filières et les territoires les plus concernés et d'évaluer l'impact des aides financières qu'elle gère".

Les actions en faveur de l'emploi spécifiques à la transition écologiques et énergétiques, s'orientent autour de 3 axes :

Axe 1 : éclairer les trajectoires de la TEE en prenant en compte l'impact emploi,

Axe 2 : accélérer le déploiement de la TEE en identifiant les opportunités et freins liés à l'emploi et aux compétences,

Axe 3 : estimer et rendre compte de l'impact sur l'emploi des aides gérées/attribuées par l'Ademe.

Consultation de la [page consacrée à l'étude](#)

Consultation citoyenne sur l'Europe

Dans le cadre de la refondation de l'Union européenne, les 26 états membres vont ouvrir des consultations citoyennes dès le début du mois d'avril 2018 jusqu'à fin octobre de la même année. Sur proposition du Président de la République Française lors de son discours prononcé à Athènes en septembre 2017, ces consultations vont permettre aux citoyens européens de s'exprimer et de faire des propositions sur la refondation de l'Europe, et permettre ainsi à l'Union européenne de construire sa feuille de route.

Consultation de la [page de présentation des consultations citoyennes](#)

Pour en savoir plus : <https://www.quelleestvotreeurope.fr/je-participe.html>

Augmentation des demandes de mobilités
européennes dans la formation professionnelle

Le bilan à mi-parcours du programme 2014-2020 d'Erasmus+ France vient d'être publié avec une rétrospective de l'année 2017. On y découvre que "les demandes de mobilités ont augmenté de 50 % entre 2014 et 2017 et de 20 % la dernière année" en France. L'agence a de plus financé "près de 80 000 mobilités (contre 67 604 en 2016), dont 47 795 mobilités dans l'enseignement supérieur (18 024 demandes non satisfaites) et 22 091 mobilités d'apprentis, de formateurs et stagiaires de la formation professionnelle".

Consultation de la [page de présentation du bilan](#)



POUR NFO

Avril 2018

Coordination : Sylvie Petitjean - Laurence Verrier - Cécile Weidmann
Cellule de veille gérée par Frédérique Rousseau
Logo : Brigitte Mignotte - Maquette, conception graphique et mise en page : Frédérique Rousseau - Avril 2018

